

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 28/09/2022

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Union de Coopératives Agricoles GRAP'SUD

6 Avenue du Languedoc
11160 RIEUX MINERVOIS

Références : 2022-169-PR

Code AIOT : 0006601499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement GRAP'SUD implanté 6 Avenue du Languedoc BP 9 66170 ST FELIU D'AVALL. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'instruction de la demande d'enregistrement relative à l'extension des capacités de compostage.

L'objectif est de vérifier les conditions de fonctionnement de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE GRAP'SUD
- 6 Avenue du Languedoc BP 9 66170 ST FELIU D AVALL
- Code AIOT : 0006601499
- Régime : Autorisation

La distillerie de Saint-Feliu-d'Avall était la dernière distillerie du département. Elle a été construite au début des années 1970, avec pour objectif de regrouper en un seul point géographique central aux domaines viticoles le traitement des résidus vinicoles.

Le 1er septembre 2011 le site de la distillerie est devenu la propriété de l'union de coopératives agricoles GRAP'SUD UCA (Récépissé de changement d'exploitant n°517/11 du 06/10/2011).

Compte tenu des nombreux travaux de mise en conformité à réaliser il a été décidé d'arrêter les activités de distillation et associées et de continuer uniquement les activités de :

- Transit (collecte, stockage et expédition) de marcs de raisin, de lies, de vins, de moûts ;
- Compostage des sous-produits vinicoles après extraction de l'alcool dans les distilleries de l'union de coopératives agricoles ;
- Transit d'alcool de mutage (nécessaires à la fabrication des vins doux naturels).

Le site reste soumis à autorisation pour l'activité de stockage d'alcool associée à l'activité de transit

d'alcool de mutage et à déclaration pour l'activité de compostage.

Cet établissement a été autorisé initialement par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1974. Actuellement l'acte administratif de référence est l'arrêté n° 3994/07 du 12/11/2007 qui a supprimé les prescriptions des actes antérieurs. Cet arrêté a été modifié par les arrêtés complémentaires :

- n°2011.112-0008 du 22/04/2011
- n°2015.316-0003 du 12/11/2015

Le site réceptionne annuellement environ 10.000 tonnes de marc et 20.000 hl de lie et d'autres sous-produits (terres de filtration, boues de station vinicoles et rafles) qui sont intégrés au compost après retour des marcs et lies.

Le contexte départemental de la gestion des déchets verts amène le SYDETOM 66 à rechercher des prestataires pour la reprise de ces déchets et leur traitement. Les flux à gérer sont importants et s'ajoutent à d'autres perspectives de développement des flux propres à GRAP'SUD.

Le projet de développement de l'union de coopératives GRAPSUD consiste à passer de 2,2 t/j de produits entrant à 42 t/j et donc du régime de déclaration au régime d'enregistrement pour la rubrique 2780 des ICPE.

L'activité de simple broyage de déchets verts associée, pour des flux n'entrant pas dans le procédé de compostage, nécessite également un enregistrement pour la rubrique 2794 des ICPE. Les deux enregistrements sont menés via la même procédure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que GRAPSUD a augmenté l'activité de compostage sans en faire la déclaration en préfecture et sans avoir fait les aménagements de mise à niveau de la plate-forme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Extension de l'activité de compostage	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 1.2	Mise en demeure, dépôt de dossier	30 jours
2	Constitution de l'installation de compostage / Distance d'éloignement	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 2.1.1 & 2.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
3	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 2.11 & 5.5	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
4	Conditions d'entreposage / Contrôle et suivi du procédé	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.7 & 3.8	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 6.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, des faits non-conformes ont été relevés. Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Les faits non-conformes relevés engagent la sécurité ou présentent un risque pour la protection de l'environnement, ils ne peuvent pas être mis en conformité rapidement et conduisent l'inspection à proposer au préfet de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 ou L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de :

- porter à la connaissance du préfet la modification apportée à son installation et à son mode d'exploitation,
- mettre en conformité ses installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 12/07/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780.

Lors de la visite il y avait une activité sur la plateforme correspondante à la réception de 20 t/j, avec des andains en préparation, en fermentation, en maturation, des stockages de déchets verts et refus de crible et de compost finis. L'inspection a pas constaté des odeurs normales sur le site de fabrication qui s'atténuaient rapidement pour devenir non perceptibles dès que l'on s'éloignait de la plateforme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extension de l'activité de compostage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2007 modifié, chapitre 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Extension de l'activité de compostage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chapitre 1.2 APC du 12/11/2007 modifié – Nature des installations [...] Capacité déclarée pour l'activité de compostage : Compostage de 800 t/an de produits entrants (2,2 t/j en moyenne annuelle). Préparation, fermentation et maturation réalisées dans un bâtiment fermé. [...] Chapitre 8.1 APC du 12/11/2007 modifié - Installation de compostage L'installation de compostage respecte les prescriptions de [...] l'arrêté ministériel du 12/07/2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780. Article 3.5.3 AM du 12/07/2011 - Enregistrement lors de l'admission Toute admission de déchets ou de matières destinés à être compostés donne lieu à un enregistrement : - de leur désignation ; - de la date de réception; - du tonnage; - du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ; - le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés. [...] Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de 3 ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.
Constats : A la demande de l'inspection l'exploitant présente le registre des entrées pour l'année 2021 et 2022. Ce registre fait ressortir un tonnage de 1548 t au total soit 4,2 t/j sur l'année 2021 et de 5466 t soit 20 t/j sur l'année 2022. Ce tonnage est donc supérieur au tonnage de 800 t et 2,2 t/j prévu par l'arrêté d'autorisation, mais reste dans la fourchette [2t - 20t] du régime de déclaration de la rubrique 2780-2. Le tonnage des entrants est constitué par les sous-produits viticoles pour 30 %, les déchets verts pour 40 % et les écarts de fruits pour 30 %. Les phases de préparation, fermentation et maturation sont réalisées à l'aire libre. Initialement ces phases étaient prévues d'être réalisées dans un bâtiment dont la toiture a été détruite et démontée.
Écart à corriger : L'augmentation de 2,2 t/j à 20 t/j et la réalisation des phases de préparation, fermentation et maturation à l'aire libre, constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation de la plateforme qui aurait dû nécessiter une nouvelle déclaration en application de l'article R.512-54-II du Code de l'Environnement.
Réponse de l'exploitant :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Constitution de l'installation de compostage

Référence réglementaire : Articles 2.1.1 et 2.1.2 AM du 12/07/2011
Thème(s) : Constitution de l'installation de compostage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.1.1 AM du 12/07/2011 - Constitution d'une installation de compostage Une installation de compostage comprend au minimum : - une aire* de réception/tri/contrôle/stockage des matières entrantes, de préparation le cas échéant, de fermentation aérobie, de maturation, - une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation le cas échéant, - une aire de stockage des composts avant expédition le cas échéant. Le nombre d'aires peut être réduit dans le cas du compostage de déchets verts ou de déjections animales. Les aires signalées par un astérisque (*) sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé. A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site. Article 2.1.2 AM du 12/07/2011 - Distance d'éloignement Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation n'est pas implantée dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine. Elle est implantée de manière à ce que les différents aires et équipements mentionnés ci-dessus au 2.1.1 soient situés : - à au moins 50 mètres des habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets. Cette distance minimale est portée de 50 à 200 mètres pour les aires signalées avec un astérisque (*) au 1 du présent article lorsqu'elles ne sont pas fermées, avec collecte et traitement des effluents gazeux, [...]
Constats : La fabrication du compost est réalisée pour partie dans un ancien bâtiment sans toiture qui était utilisé pour le stockage des marcs et sur l'aire de compostage existante. Les aires de réception des produits et de fabrication sont revêtues afin de recueillir les eaux pluviales, mais compte tenu de leur ancienneté, l'étanchéité n'est plus garantie et le dispositif de collecte apparaît sous dimensionné. Les aires de réception/tri/contrôle/stockage des matières entrantes, de préparation, de fermentation aérobie, de maturation ne respectent pas la distance d'isolement vis-à-vis des habitations.
Écart à corriger : Les nouveaux flux de déchets n'auraient dû être acceptés qu'après avoir réalisé les aménagements et les remises à niveaux de la plate-forme conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12/07/2011 relatif à la rubrique 2780, pour le régime de la déclaration. En particulier : <ul style="list-style-type: none">• l'imperméabilisation des aires doit être remise à niveau ;• les dispositions prévues de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé doit être vérifiée ;• les aires doivent être positionnées de façon à respecter les distances d'isolement, cette extension étant considérée comme une modification substantielle nécessitant l'application des dispositions prévues pour une installation nouvelle.

Réponse de l'exploitant :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours ou arrêt des apports de déchets verts et écarts de fruits

N° 3 : Réseau de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Articles 2.11 et 5.5 AM du 12/07/2011
Thème(s) : Réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.11 AM du 12/07/2011 - Isolement du réseau de collecte Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Article 5.5. AM du 12/07/2011 - Réseau de collecte Le réseau de collecte est de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que le dispositif d'obturation du réseau d'évacuation des eaux de ruissellement à l'aval du site (positionné au niveau du portail d'entrée) est toujours opérationnel. Ce dispositif n'a pas été contrôlé au cours de l'inspection.</p> <p>Les eaux recueillies sur les aires de réception des produits et de fabrication rejoignent un petit bassin en béton utilisé pour la décantation dont le trop plein rejoint le réseau des eaux pluviales.</p>
<p>Écart à corriger :</p> <p>Le bassin béton de récupération des eaux recueillies sur les aires de réception des produits et de fabrication étant sous-dimensionné l'isolement des eaux susceptibles d'être polluées n'est pas garantie.</p>
Réponse de l'exploitant :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours ou arrêt des apports de déchets verts et écarts de fruits

N° 4 : Conditions d'entreposage / Contrôle et suivi du procédé

Référence réglementaire : Articles 3.7 et 3.8 AM du 12/07/2011
Thème(s) : Conditions d'entreposage / Contrôle et suivi du procédé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.7 Conditions d'entreposage</p> <p>L'entreposage des matières entrantes se fait de manière séparée de celui des composts, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.</p> <p>Les produits finis destinés à un retour au sol sont entreposés par lots afin d'en assurer la traçabilité. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Cette hauteur peut être portée à 5 mètres pour l'entreposage du compost produit s'il est conforme à une norme et si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.</p> <p>Article 3.8 Contrôle et suivi du procédé</p> <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lots sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none">- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot,- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe II,- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains,- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation,- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante. <p>Le document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de 10 ans. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p>
<p>Constats : A</p> <p>A la demande de l'inspection l'exploitant présente la procédure SPRS PROD 01 SFA "Processus de fabrication de compost organique" et le registre de suivi des andains.</p> <p>La procédure fixe les conditions et les moyens de contrôle (mesure de la température) pour la fabrication du compost.</p> <p>Le registre permet d'identifier les andains, matières constituantes, dates de constitution, des phases de fermentation et maturation, de retournement des andains, résultat des mesures de température.</p> <p>L'inspection a constaté que certains andains en fermentation / maturation dépassent la hauteur de 3 m.</p>

Écart à corriger : La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles des phases de fermentation ou de maturation doit être limitée à 3 mètres.
Réponse de l'exploitant :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours ou arrêt des apports de déchets verts et écarts de fruits

N° 5 : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Article 2.1.1 AM du 12/07/2011
Thème(s) : Registre des plaintes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 6.2.3 Gestion des nuisances odorantes [...] <p>L'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné au point 1.4 un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p>
Constats : A la demande de l'inspection l'exploitant présente le registre des plaintes. Ce registre fait ressortir 3 signalements les 14/04/2021, 12/10/2021 et 09/08/2022. L'exploitant précise que les 2 premières plaintes ont eu lieu lors des essais réalisées en 2021 et que depuis la procédure de compostage a évolué pour limiter les nuisances odorantes. Selon l'exploitant l'enquête interne menée suite au dernier signalement a plutôt orienté l'origine des odeurs sur un verger voisin dont les fruits n'ont pas été ramassés et ont été laissé pourrir au sol.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet